

Table des matières

I. PARTIE GÉNÉRALE

A. Compétence internationale et effet des jugements et actes étrangers

1. Sources internationales

5 octobre 1961. – CONVENTION supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, signée à La Haye, approuvée par la loi du 14 mars 1978 (<i>Mémorial A n° 13, 24 mars 1978</i>).....	2
7 juin 1968. – CONVENTION européenne relative à la suppression de la légalisation des actes établis par les agents diplomatiques ou consulaires, approuvée par la loi du 14 mars 1978 (<i>Mémorial A n° 13, 24 mars 1978</i>) .	4
29 juillet 1971. – CONVENTION entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière civile et commerciale (<i>Mémorial A n° 50, 12 août 1975</i>).....	5
16 mai 1972. – CONVENTION européenne sur l'immunité des États, l'Annexe et le Protocole additionnel à la Convention, faits à Bâle, approuvés par la loi du 8 juin 1984.....	7
15 septembre 1977. – CONVENTION portant dispense de légalisation pour certains actes et documents (<i>Mémorial A n° 25, 4 mai 1981</i>).....	12
30 juin 2005. – CONVENTION de La Haye sur les accords d'élection de for, signée à La Haye (<i>J.O. C n° L 133, 29 mai 2009</i>).....	13
30 octobre 2007. – CONVENTION concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Lugano (<i>J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 18, 21 janvier 2014</i>).....	20
4 décembre 2014. – DÉCISION 2014/887/UE du Conseil relative à l'approbation, au nom de l'Union européenne, de la convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for (<i>J.O. L 353, 10 décembre 2014</i>)....	34

2. Sources communautaires

22 novembre 1996. – RÈGLEMENT (CE) n° 2271/96 du Conseil portant protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers, ainsi que des actions fondées sur elle ou en découlant (<i>J.O. L 309, 29 novembre 1996; Rect. J.O. L 179, 8 juillet 1997</i>).....	35
12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles <i>lbis</i>) (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020</i>).....	38

3 août 2018. – RÈGLEMENT d'exécution (UE) 2018/1101 de la Commission établissant les critères pour l'application de l'article 5, deuxième alinéa, du règlement (C.E.) n° 2271/96 du Conseil portant protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers, ainsi que des actions fondées sur elle ou en découlant (<i>J.O. L 1991, 7 août 2018</i>).....	60
--	----

3. Sources nationales

15 mars 1803. – CODE civil.....	62
3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>).....	62
9 décembre 1976. – LOI relative à l'organisation du notariat (<i>Mémorial A n° 76, 14 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976</i>).....	67
7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 12, 14 mars 1980</i>).....	67
24 janvier 1990. – LOI portant création et organisation d'un tribunal pour la navigation de la Moselle (<i>Mémorial A n° 43, 11 juin 1998</i>).....	68

B. Procédure civile internationale

1. Sources internationales

10 mai 1952. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer, signée à Bruxelles.....	70
1 ^{er} mars 1954. – CONVENTION internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye, approuvée par l'arrêté grand-ducal du 30 mars 1956 (<i>Mémorial A n° 31, 2 juin 1956</i>).....	73
15 novembre 1965. – CONVENTION relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires en matière civile ou commerciale et de l'annexe, faite à La Haye, approuvée par la loi du 26 février 1975 (<i>Mémorial A n° 10, 12 mars 1975</i>).....	76
18 mars 1970. – CONVENTION de La Haye sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, approuvée par la loi du 19 mars 1977 (<i>Mémorial A n° 15, 26 mars 1977</i>).....	80
17 mars 1972. – CONVENTION entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche, additionnelle à la Convention de la Haye du 1 ^{er} mars 1954 relative à la procédure civile, approuvée par la loi du 19 novembre 1974 (<i>Mémorial A n° 78, 25 novembre 1974</i>).....	85
16 mai 1972. – CONVENTION européenne sur l'immunité des États, l'Annexe et le Protocole additionnel à la Convention, faits à Bâle, approuvés par la loi du 8 juin 1984 (<i>Mémorial A n° 61, 28 juin 1984</i>).....	86
16 mai 1972. – CONVENTION européenne sur la computation des délais, approuvée par la loi du 30 mai 1984 (<i>Mémorial A n° 57, 16 juin 1984</i>).....	87

25 octobre 1980. – CONVENTION tendant à faciliter l'accès international à la justice approuvée par la loi du 12 décembre 2002 (*Mémorial A n° 145, 24 décembre 2002*)..... 88

2. Sources communautaires

27 janvier 1977. – ACCORD européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, fait à Strasbourg le 27 janvier 1977 93

28 mai 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 1206/2001 du Conseil relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (*J.O. L 174, 27 juin 2001; Rect. J.O. L 324, 30 novembre 2016*) 95

27 janvier 2003. – DIRECTIVE 2003/8/CE du Conseil visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires (*J.O. L 26, 31 janvier 2003; Rect. J.O. L 32, 7 février 2003*)..... 101

21 avril 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées (*J.O. L 142, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 97, 15 avril 2005*)..... 104

12 décembre 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer (*J.O. L 399, 30 décembre 2006*) 108

11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges (*J.O. L 199, 31 juillet 2007*)..... 114

13 novembre 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale («signification ou notification des actes»), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil (*J.O. L 324, 10 décembre 2007*) 120

15 mai 2014. – RÈGLEMENT (UE) n° 655/2014 du Parlement européen et du Conseil portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale (*J.O. L 189, 27 juin 2014*) 130

25 novembre 2020. – RÈGLEMENT (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (signification ou notification des actes) (Refonte) (*J.O. L 405, 2 décembre 2020*)..... 148

3. Sources nationales

3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (*Mémorial A n° 64, 17 août 1998*)..... 160

7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (*Mémorial A n° 12, 14 mars 1980*)..... 165

10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat (*Mémorial A n° 58, 27 août 1991*) 165

18 septembre 1995. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'assistance judiciaire (*Mémorial A n° 81, 3 octobre 1995*)..... 168

23 décembre 1998. – LOI portant création d'une commission de surveillance du secteur financier (*Mémorial A n° 112, 24 décembre 1998*) 168

21 juin 1999. – LOI portant règlement de procédure devant les juridictions administratives (*Mémorial A n° 98, 26 juillet 1999*) 168

C. Conflits de lois

1. Sources internationales

23 février 1962. – TRAITÉ d'Amitié, d'Établissement et de Navigation entre le Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis d'Amérique, approuvée par la loi du 15 décembre 1962 (*Mémorial A n° 72, 29 décembre 1962*) 171

7 juin 1968. – CONVENTION européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger, faite à Londres, approuvée par la loi du 5 mai 1977 (*Mémorial A n° 23, 13 mai 1977*)..... 176

2. Sources nationales

17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée (*Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868*)..... 179

15 mars 1803. – CODE civil..... 179

31 janvier 1948. – LOI relative à la réglementation de la navigation aérienne (*Mémorial A n° 11, 14 février 1948*) 180

II. DROIT DE LA FAMILLE ET DES PERSONNES

A. Statut personnel

1. Sources internationales

12 juin 1902. – CONVENTION internationale conclue à La Haye pour régler la tutelle des mineurs, approuvée par la loi du 10 mai 1904 (*Mémorial A n° 38, 7 juin 1904*)... 182

28 juillet 1951. – CONVENTION relative au statut des réfugiés, approuvée par la loi du 20 mai 1953 (*Mémorial A n° 37, 16 juin 1953*) 183

28 septembre 1954. – CONVENTION relative au statut des apatrides, approuvée par la loi du 13 janvier 1960 (*Mémorial A n° 7, 6 février 1960*)..... 184

26 septembre 1957. – CONVENTION relative à la délivrance gratuite et à la dispense de légalisation des expéditions d'actes de l'état civil, approuvée par la loi du 13 janvier 1960 (*Mémorial A n° 7, 6 février 1960*) 184

4 septembre 1958. – CONVENTION relative aux changements de noms et de prénoms, approuvée par la loi du 2 mars 1982 (*Mémorial A n° 13, 16 mars 1982*)... 185

5 octobre 1961. – CONVENTION de La Haye concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs, approuvée par la loi du 17 mai 1967 (*Mémorial A n° 35, 7 juin 1967*)..... 187

1 ^{er} juin 1970. – CONVENTION sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps, approuvée par la loi du 20 décembre 1980 (<i>Mémorial A n° 78, 28 décembre 1990</i>).....	189	6 juillet 2016. – RÈGLEMENT (UE) 2016/1191 du Parlement européen et du Conseil visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012 (<i>J.O. L 200, 26 juillet 2016</i>).....	243
14 mars 1978. – CONVENTION sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages, approuvée par la loi du 20 décembre 1990 (<i>Mémorial A n° 78, 28 décembre 1990</i>).....	192	25 juin 2019. – RÈGLEMENT (UE) 2019/1111 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (<i>J.O. L 178, 2 juillet 2019; Rect. J.O. L 347, 20 octobre 2020</i>).....	248
20 mai 1980. – CONVENTION européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, faite à Luxembourg, approuvée par la loi du 28 février 1983 (<i>Mémorial A n° 12, 8 mars 1983</i>).....	194	3. Sources nationales	
25 octobre 1980. – CONVENTION sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, faite à La Haye, approuvée par la loi du 16 mai 1986 (<i>Mémorial A n° 41, 24 mai 1986</i>).....	198	15 mars 1803. – CODE civil.....	283
12 juin 1992. – CONVENTION entre le Grand-Duché de Luxembourg et la république portugaise relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite, approuvée par la loi du 18 mars 1995 (<i>Mémorial A n° 23, 30 mars 1995</i>).....	203	3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>).....	286
29 mai 1993. – CONVENTION sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, approuvée par la loi du 14 avril 2002 (<i>Mémorial A n° 50, 17 mai 2002</i>).....	206	31 juillet 1979. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la procédure à suivre devant le tribunal de la jeunesse lorsqu'il est saisi en application de l'article 302, alinéa 2 du Code Civil (<i>Mémorial A n° 71, 6 septembre 1979</i>).....	289
19 octobre 1996. – CONVENTION de La Haye concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, approuvée par la loi du 16 juin 2010 (<i>Mémorial A n° 93, 22 juin 2010</i>).....	211	18 avril 1984. – LOI relative à la délégation et à la déchéance de l'autorité parentale et à la tutelle aux prestations sociales (<i>Mémorial A n° 51, 7 juin 1984</i>).....	290
6 novembre 1997. – CONVENTION européenne sur la nationalité, approuvée par la loi du 8 mars 2017.....	218	4 mai 1984. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant, en application de l'article III de la loi du 18 avril 1984 relative à la délégation et à la déchéance de l'autorité parentale et à la tutelle aux prestations sociales, la procédure à suivre devant le juge des tutelles en matière de tutelle aux prestations sociales (<i>Mémorial A n° 51, 7 juin 1984</i>).....	290
2. Sources communautaires		9 juillet 2004. – LOI relative aux effets légaux de certains partenariats (<i>Mémorial A n° 143, 6 août 2004</i>)....	290
27 novembre 2003. – RÈGLEMENT (CE) n° 2201/2003 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (Bruxelles IIbis) (<i>J.O. L 338, 23 décembre 2003; Rect. J.O. L 82, 22 mars 2013</i>).....	219	16 décembre 2008. – LOI relative à l'aide à l'enfance et à la famille (<i>Mémorial A n° 192, 22 décembre 2008</i>)....	291
2 décembre 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 2116/2004 du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2201/2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000, en ce qui concerne les traités avec le Saint-Siège (<i>J.O. L 367, 14 décembre 2004</i>).....	235	19 juin 2013. – LOI relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de 1) l'article 104 du Code civil; 2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales; 3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988; 4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et abrogeant 1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et 2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire (<i>Mémorial A n° 107, 25 juin 2013; Rect. Mémorial A n° 115, 4 juillet 2013</i>).....	292
20 décembre 2010. – RÈGLEMENT (UE) n° 1259/2010 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (<i>J.O. L 343, 29 décembre 2010</i>) .	235	23 mai 2016. – LOI sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg et modifiant le Code civil (<i>Mémorial A n° 96, 1^{er} juin 2016</i>).....	296
12 juin 2013. – RÈGLEMENT (UE) n° 606/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile (<i>J.O. L 181, 29 juin 2013</i>).....	240	8 mars 2017. – LOI sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de: 1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise; 2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise (<i>Mémorial A n° 289, 17 mars 2017</i>).....	296
		10 août 2018. – LOI relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil (<i>Mémorial A n° 797, 12 septembre 2018</i>).....	297

B. Droit patrimonial de la famille

1. Sources internationales

20 juin 1956. – CONVENTION sur le recouvrement des aliments à l'étranger, faite à New York, approuvée par la loi du 18 juin 1971 (<i>Mémorial A n° 42, 3 juillet 1971</i>) .	298
24 octobre 1956. – CONVENTION sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants, faite à La Haye, approuvée par la loi du 17 juillet 1958 (<i>Mémorial A n° 42, 12 août 1958</i>).....	301
5 octobre 1961. – CONVENTION sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, faite à La Haye, approuvée par la loi du 13 juin 1978 (<i>Mémorial A n° 35, 28 juin 1978</i>).....	302
2 octobre 1973. – CONVENTION de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires, approuvée par la loi du 6 juin 1981 (<i>Mémorial A n° 37, 22 juin 1981</i>) .	304
2 octobre 1973. – CONVENTION concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires, approuvée par la loi du 2 décembre 1980 (<i>Mémorial A n° 83, 22 décembre 1980</i>) . .	306
14 mars 1978. – CONVENTION de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux, approuvée par la loi du 17 mars 1984 (<i>Mémorial A n° 29, 9 avril 1984</i>) . .	310
23 novembre 2007. – CONVENTION sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille (<i>J.O. L 192, 22 juillet 2011</i>)	313
23 novembre 2007. – PROTOCOLE de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires (<i>J.O. L 331, 16 décembre 2009</i>).....	326

2. Sources communautaires

18 décembre 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 4/2009 du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (<i>J.O. L 7, 10 janvier 2009; Rect. J.O. L 131, 18 mai 2011; Rect. J.O. L 8, 12 janvier 2013</i>).....	330
4 juillet 2012. – RÈGLEMENT (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (<i>J.O. L 201, 27 juillet 2012; Rect. J.O. L 344, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 60, 2 mars 2013; Rect. J.O. L 243, 23 septembre 2019</i>).....	346
24 juin 2016. – RÈGLEMENT (UE) 2016/1103 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux (<i>J.O. L 183, 8 juillet 2016; Rect. J.O. L 113, 29 avril 2017; Rect. J.O. L 167, 4 juillet 2018</i>) ...	365
24 juin 2016. – RÈGLEMENT (UE) 2016/1104 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés (<i>J.O. L 183, 8 juillet 2016; Rect. J.O. L 113, 29 avril 2017</i>)	379

3. Sources nationales

15 mars 1803. – CODE civil.....	394
---------------------------------	-----

3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>).....	395
29 février 1872. – LOI relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction (<i>Mémorial A n° 5, 4 mars 1872</i>).....	396
26 juillet 1980. – LOI concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité (<i>Mémorial A n° 55, 12 août 1980</i>) . .	396
3 août 2011. – LOI portant mise en application du Règlement (C.E.) n° 4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile (<i>Mémorial A n° 175, 12 août 2011</i>)	396
3 août 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution des articles 2 et 3 de la loi du 3 août 2011 portant mise en application du règlement (CE) n° 4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile (<i>Mémorial A n° 175, 12 août 2011</i>).....	397
1 ^{er} août 2018. – LOI 1 ^o relative à la mise en application du règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés; et 2 ^o modifiant le Nouveau Code de procédure civile en y ajoutant un article 685-2ter (<i>Mémorial A n° 788, 11 septembre 2018</i>).....	398

C. Droits de la personnalité

1. Sources européennes

27 avril 2016. – RÈGLEMENT (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (<i>J.O. L 119, 4 mai 2016; Rect. J.O. L 127, 23 mai 2018</i>)	400
---	-----

2. Sources nationales

1 ^{er} août 2018. – LOI portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 686, 16 août 2018</i>).....	405
--	-----

III. OBLIGATIONS

A. Contrats

1. Sources internationales

23 septembre 1910. – CONVENTIONS internationales pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage, et en matière d'assistance et de sauvetage maritimes	407
19 mai 1956. – CONVENTION relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR), et du Protocole de signature	409
11 décembre 1967. – CONVENTION EUROPÉENNE relative aux obligations en monnaie étrangère, en date à Paris, du 11 décembre 1967.....	416
13 décembre 1974. – CONVENTION relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages.....	417
11 avril 1980. – CONVENTION des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises	418
28 mai 1999. – CONVENTION pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international	429
22 juin 2001. – CONVENTION de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (C.M.N.I.) (<i>Mon. 10 octobre 2008</i>)	437

2. Sources communautaires

19 juin 1980. – CONVENTION sur la loi applicable aux obligations contractuelles - version consolidée (<i>Mon. 9 octobre 1987; J.O. C 334, 30 décembre 2005</i>)	439
17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (<i>J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009</i>)	442
23 avril 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 392/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif à la responsabilité des transporteurs de passagers par mer en cas d'accident (<i>J.O. L 131, 28 mai 2009</i>).....	450

3. Sources nationales

15 mars 1803. – CODE civil	451
9 novembre 1990. – LOI ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois (<i>Mémorial A n° 58, 12 novembre 1990</i>)	451

B. Délits

1. Sources internationales

23 septembre 1910. – CONVENTIONS internationales pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage, et en matière d'assistance et de sauvetage maritimes	452
10 mai 1952. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence civile en matière d'abordage.....	454

4 mai 1971. – CONVENTION sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière	455
29 novembre 1971. – CONVENTION sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux.....	457
2 octobre 1973. – CONVENTION sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits, faite à La Haye (<i>J.O.R.F. 3 novembre 1977</i>)	458
19 novembre 1976. – CONVENTION sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes (L.L.M.C.).....	460
29 novembre 1969. – CONVENTION internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Convention de 1992 sur la responsabilité)/CLC (version consolidée de la CLC 1969 et du Protocole 1992).....	461
23 mars 2001. – CONVENTION internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute	465

2. Sources européennes

29 avril 2004. – DIRECTIVE 2004/80/CE du Conseil relative à l'indemnisation des victimes de la criminalité (<i>J.O. L 261, 6 août 2004</i>)	468
11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>).....	470

3. Sources nationales

23 novembre 1955. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (<i>Mémorial A n° 66, 2 décembre 1955</i>)	478
12 mars 1984. – LOI relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse (<i>Mémorial A n° 25, 22 mars 1984</i>)	480
6 juillet 2020. – LOI sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant 1) la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux 2) la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux (<i>Mémorial A n° 578, 9 juillet 2020</i>)	480

IV. DROIT SOCIAL

A. Sources internationales

23 février 2006. – CONVENTION du travail maritime (MLC) (<i>Mon. 8 août 2014</i>)	482
30 octobre 2007. – CONVENTION de Lugano concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Convention de Lugano) – Protocoles (<i>J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 18, 21 janvier 2014</i>)	483

B. Sources communautaires

16 décembre 1996. – DIRECTIVE 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (J.O. L 18, 21 janvier 1997; Rect. J.O. L 301, 20 novembre 2007; Rect. J.O. L 310, 28 novembre 2007)	485
11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) (J.O. L 199, 31 juillet 2007)	490
17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009)	490
12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles Ibis) (J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020)	490

C. Sources nationales

31 juillet 2006. – CODE du travail (Mémorial A n° 149, 29 août 2006)	491
3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (Mémorial A n° 64, 17 août 1998)	504
11 novembre 1970. – LOI sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes (Mémorial A n° 62, 20 novembre 1970)	504
9 novembre 1990. – LOI ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois (Mémorial A n° 58, 12 novembre 1990)	505
17 juin 1994. – LOI fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises. (Mémorial A n° 53, 29 juin 1994; Rect. Mémorial A n° 66, 19 juillet 1994)	506

V. DROIT DE LA CONSOMMATION

A. Sources internationales

30 octobre 2007. – CONVENTION de Lugano concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Convention de Lugano) – Protocoles (J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 18, 21 janvier 2014)	508
---	-----

B. Sources communautaires

5 avril 1993. – DIRECTIVE 93/13/CEE du Conseil concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs (J.O. L 95, 21 avril 1993)	509
--	-----

25 mai 1999. – DIRECTIVE 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation (J.O. L 171, 7 juillet 1999)	510
--	-----

23 septembre 2002. – DIRECTIVE 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs, et modifiant les directives 90/619/CEE du Conseil, 97/7/CE et 98/27/CE (J.O. L 271, 9 octobre 2002)	510
---	-----

11 mai 2005. – DIRECTIVE 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/27/CE et 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil («directive sur les pratiques commerciales déloyales») (J.O. L 149, 11 juin 2005)	510
--	-----

23 avril 2008. – DIRECTIVE 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (J.O. L 133, 22 mai 2008; Rect. J.O. L 207, 11 août 2009; Rect. J.O. L 199, 31 juillet 2010; Rect. J.O. L 234, 10 septembre 2011; Rect. J.O. L 36, 12 février 2015)	511
---	-----

17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009)	511
---	-----

25 octobre 2011. – DIRECTIVE 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux droits des consommateurs, modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 85/577/CEE du Conseil et la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil (J.O. L 304, 22 novembre 2011) ..	511
---	-----

12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles Ibis) (J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020)	512
---	-----

21 mai 2013. – DIRECTIVE 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (C.E.) n° 2006/2004 et la directive 2009/22/CE (directive relative au R.E.L.C.) (J.O. L 165, 18 juin 2013) ..	512
---	-----

4 février 2014. – DIRECTIVE 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n° 1093/2010 (JO L 60, 28 février 2014; Rect. J.O. L 246, 23 septembre 2015; Rect. J.O. L 166, 29 juin 2017)	512
---	-----

25 novembre 2020. – DIRECTIVE (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs et abrogeant la directive 2009/22/CE (J.O. L 409, 4 décembre 2020)	513
--	-----

C. Sources nationales

8 avril 2011. – LOI portant introduction d'un Code de la consommation (*Mémorial A n° 69, 12 avril 2011*) 516

VI. DROIT DES ASSURANCES

A. Sources internationales

30 octobre 2007. – CONVENTION de Lugano concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Convention de Lugano) – Protocoles (*J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 18, 21 janvier 2014*) 521

B. Sources communautaires

17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (*J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009*) 522

16 septembre 2009. – DIRECTIVE 2009/103/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité (*J.O. L 263, 7 octobre 2009*) 522

25 novembre 2009. – DIRECTIVE 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) (*J.O. L 335, 17 décembre 2009*) 529

12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles Ibis) (*J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020*) 531

C. Sources nationales

27 juillet 1997. – LOI sur le contrat d'assurance (*Mémorial A n° 65, 3 septembre 1997*) 532

16 avril 2003. – LOI relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (*Mémorial A n° 62, 8 mai 2003*) 533

7 décembre 2015. – LOI sur le secteur des assurances (*Mémorial A n° 229, 9 décembre 2015*) 535

VII. STATUT RÉEL

A. Espace

1. Sources internationales

27 janvier 1967. – TRAITÉ sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, fait à Londres, Moscou et Washington, approuvé par la loi du 31 juillet 2005 564

29 novembre 1971. – CONVENTION sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux 566

2. Sources nationales

20 juillet 2017. – LOI sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace. (*Mémorial A n° 674, 28 juillet 2017*) 570

15 décembre 2020. – LOI portant sur les activités spatiales et modifiant: 1° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances dite «*Versicherungssteuergesetz*»; 2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (*Mémorial A n° 1086, 28 décembre 2020*) 572

B. Droits réels immobiliers

1. Sources européennes

14 janvier 2009. – DIRECTIVE 2008/122/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange (*J.O. L 33, 3 février 2009*) 573

2. Sources nationales

8 avril 2011. – LOI portant introduction d'un Code de la consommation (*Mémorial A n° 69, 12 avril 2011*) 574

25 septembre 1905. – LOI sur la transcription des droits réels immobiliers (*Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905*). 574

16 mai 1975. – LOI portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (*Mémorial A n° 28, 23 mai 1975*) 575

C. Sûretés réelles

1. Sources internationales

10 avril 1926. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, et protocole de signature, signés à Bruxelles. 576

19 juin 1948. – CONVENTION relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, faite à Genève et approuvée par la loi du 4 août 1975 (*Mémorial A n° 50, 12 août 1975*) 578

16 novembre 2001. – CONVENTION du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, approuvée par la loi du 28 mai 2008 (*Mémorial A n° 78, 9 juin 2008*) 581

16 novembre 2001. – PROTOCOLE du Cap portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, approuvé par la loi du 28 mai 2008 (*Mémorial A n° 78, 9 juin 2008*) 593

23 février 2007. – PROTOCOLE de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles signé à Luxembourg le 23 février 2007., approuvé par la loi du 16 décembre 2011 (*Mémorial A n° 267, 23 décembre 2011*) 602

2. Sources nationales

15 mars 1803. – CODE civil 610

4 novembre 1820. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la radiation d'inscriptions hypothécaires en vertu de titres passés à l'étranger (*Mémorial A n° 2, 2 janvier 1820*) 610

17 août 1935. – LOI concernant l'assainissement de certaines créances privilégiées et hypothécaires. (*Mémorial A n° 53, 21 août 1935; Rect. Mémorial A n° 60, 25 septembre 1935*) 611

14 juillet 1966. – LOI sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, modifiée et complétée par la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales (*Mémorial A n° 43, 11 juin 1998*) 611

29 mars 1978. – LOI concernant la reconnaissance des droits sur aéronef (*Mémorial A n° 17, 1^{er} avril 1978*) 613

9 novembre 1990. – LOI ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois (*Mémorial A n° 58, 12 novembre 1990*) 621

D. Biens culturels

1. Sources internationales

14 novembre 1970. – CONVENTION concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels 623

2. Sources européennes

18 décembre 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 116/2009 du Conseil concernant l'exportation de biens culturels (*J.O. L 39, 10 février 2009*) 627

15 mai 2014. – DIRECTIVE 2014/60/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre et modifiant le règlement (U.E.) n° 1024/2012 (refonte) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (*J.O. L 159, 28 mai 2014; Rect. J.O. L 147, 12 juin 2015*) 628

3. Sources nationales

9 janvier 1998. – LOI portant transposition de la directive 93/77/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre de l'Union européenne (*Mémorial A n° 8, 6 février 1998*) 631

E. Trust

1. Sources internationales

1^{er} juillet 1985. – CONVENTION relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance, approuvée par la loi du 27 juin 2003 (*Mémorial A n° 124, 3 septembre 2003*) 634

2. Sources nationales

27 juillet 2003. – LOI portant approbation de la Convention de La Haye du 1^{er} juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance; – portant nouvelle réglementation des contrats fiduciaires, et – modifiant la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers (*Mémorial A n° 124, 3 septembre 2003*) 637

10 juillet 2020. – LOI portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE. (*Mémorial A n° 581, 13 juillet 2020*) 639

VIII. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

A. Sources internationales

20 mars 1883. – CONVENTION de Paris pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Stockholm, le 14 juillet 1967 et approuvée par la loi du 28 mars 1974 (*Mémorial A n° 38, 17 mai 1974*) 642

24 juillet 1971. – CONVENTION de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914 et révisée à Rome le 2 juin 1928, à Bruxelles le 26 juin 1948, à Stockholm le 14 juillet 1967, approuvée par la loi du 23 mai 1888 653

14 avril 1891. – ARRANGEMENT de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, révisé à Stockholm le 14 juillet 1967 et approuvé par la loi du 28 mars 1974 666

27 juin 1989. – PROTOCOLE relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (adopté à Madrid le 27 juin 1989) et approuvé par la loi du 31 juillet 1995 (<i>Mémorial A n° 70, 25 août 1995</i>).....	672	11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>).....	750
28 juillet 1951. – CONVENTION relative au statut des réfugiés, approuvée par la loi du 20 mai 1953 (<i>Mémorial A n° 37, 16 juin 1953</i>).....	679	25 octobre 2012. – DIRECTIVE 2012/28/UE du Parlement européen et du Conseil sur certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines (<i>J.O. L 299, 27 octobre 2012</i>).....	750
6 septembre 1952. – CONVENTION universelle sur le droit d'auteur et Protocoles annexes, signés à Genève..	679	12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles Ibis) (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020</i>).....	750
28 septembre 1954. – CONVENTION relative au statut des apatrides, approuvée par la loi du 13 janvier 1960 (<i>Mémorial A n° 7, 6 février 1960</i>).....	685	17 décembre 2012. – RÈGLEMENT (UE) n° 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet (<i>J.O. L 361, 31 décembre 2012</i>).....	751
26 octobre 1961. – CONVENTION internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome.....	685	17 décembre 2012. – RÈGLEMENT (UE) n° 1260/2012 du Conseil mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, en ce qui concerne les modalités applicables en matière de traduction (<i>J.O. L 361, 31 décembre 2012</i>).....	754
28 avril 1977. – TRAITÉ de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, et règlement d'exécution, faits à Budapest.....	690	19 février 2013. – ACCORD relatif à une juridiction unifiée du brevet et statuts de la juridiction (<i>J.O.OEB mai 2013</i>).....	755
25 février 2005. – CONVENTION Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), approuvée par la loi du 16 mai 2006 (<i>Mémorial A n° 91, 26 mai 2006</i>).....	695	26 février 2014. – DIRECTIVE 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur (<i>J.O. L 84, 20 mars 2014</i>).....	773
30 octobre 2007. – CONVENTION concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Lugano (<i>J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 18, 21 janvier 2014</i>).....	716	14 juin 2017. – RÈGLEMENT (UE) 2017/1001 du Parlement européen et du Conseil sur la marque de l'Union européenne (texte codifié) (<i>J.O. L 154, 16 juin 2017</i>)... ..	777
B. Sources communautaires		C. Sources nationales	
5 octobre 1973. – CONVENTION sur la compétence judiciaire et la reconnaissance de décisions portant sur le droit à l'obtention du brevet européen (protocole sur la reconnaissance), fait à Munich le 5 octobre 1973.....	718	29 décembre 1988. – LOI concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs (<i>Mémorial A n° 74, 30 décembre 1988</i>).....	827
15 décembre 1989. – Accord européen 89/695/CEE en matière de brevets communautaires, fait à Luxembourg (<i>J.O. L 401, 30 décembre 1989</i>).....	719	20 juillet 1992. – LOI portant modification du régime des brevets d'invention (<i>Mémorial A n° 49, 20 juillet 1992</i>) ...	828
11 mars 1996. – DIRECTIVE 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la protection juridique des bases de données (<i>J.O. L 77, 27 mars 1996</i>).....	730	18 avril 2001. – LOI portant désignation des tribunaux des marques communautaires (<i>Mémorial A n° 60, 16 mai 2001</i>).....	831
27 septembre 2001. – DIRECTIVE 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale (<i>J.O. L 272, 13 octobre 2001</i>).....	731	18 avril 2001. – LOI sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données (<i>Mémorial A n° 50, 30 avril 2001</i>).....	832
12 décembre 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 6/2002 du Conseil sur les dessins ou modèles communautaires (<i>J.O. L 3, 5 janvier 2002</i>).....	731	25 avril 2018. – LOI relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données (<i>Mémorial A n° 307, 25 avril 2018</i>).....	834
12 décembre 2006. – DIRECTIVE 2006/116/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins (version codifiée au 31 octobre 2011) (<i>J.O. L 372, 27 décembre 2006</i>).....	749		

IX. DROIT COMMERCIAL

A. Accès au marché

1. Sources internationales

25 juillet 1921. – CONVENTION instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, telle que révisée par le Protocole du 18 décembre 2002, approuvée par la loi du 27 mai 2004	838
3 février 1958. – TRAITÉ instituant l'Union économique Benelux, Convention transitoire et protocole d'exécution, signés à La Haye, approuvés par la loi du 20 juin 1960 ...	840
17 juin 2008. – TRAITÉ portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux signé le 3 février 1958, approuvé par la loi du 4 juin 2009 (<i>Mémorial A n° 139, 17 juin 2009</i>)	844

2. Sources européennes

8 juin 2000. – DIRECTIVE 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique») (<i>J.O. L 178, 17 juillet 2000</i>)	845
12 décembre 2006. – DIRECTIVE 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (<i>J.O. L 376, 27 décembre 2006</i>)	846

3. Sources nationales

14 août 2000. – LOI relative au commerce électronique modifiant le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce, le code pénal et transposant la directive 1999/93 du 13 décembre 1999 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive 2000/31/CE du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE du 20 mai 1997 concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers «et les services de confiance» (<i>Loi du 17 juillet 2020</i>) (<i>Mémorial A n° 96, 8 septembre 2000</i>)	860
24 mai 2011. – LOI relative aux services dans le marché intérieur. (<i>Mémorial A n° 108, 26 mai 2011</i>)	862
27 juin 2018. – LOI relative - au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage; - au courtage et à l'assistance technique; au transfert intangible de technologie; - à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes et portant abrogation de - la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises; - la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises; - la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne (<i>Mémorial A n° 603, 20 juillet 2018</i>)	871

B. Droit des sociétés et des groupements

1. Sources communautaires

25 juillet 1985. – RÈGLEMENT (CEE) n° 2137/85 du Conseil relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (G.E.I.E.) (<i>J.O. L 199, 31 juillet 1985</i>)	887
8 octobre 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 2157/2001 du Conseil relatif au statut de la société européenne (SE) (<i>J.O. L 294, 10 novembre 2001; Rect. J.O. L 302, 20 novembre 2003</i>)	892
22 juillet 2003. – RÈGLEMENT (CE) n° 1435/2003 du Conseil relatif au statut de la société coopérative européenne (S.E.C.) (<i>J.O. L 207, 18 août 2003; Rect. J.O. L 49, 17 février 2007; Rect. J.O. L 79, 20 mars 2007</i>)	902
15 décembre 2004. – DIRECTIVE 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE (<i>J.O. L 390, 31 décembre 2004</i>)	916
5 juillet 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil à un groupement européen de coopération territoriale (G.E.C.T.) (<i>J.O. L 210, 31 juillet 2006</i>)	919

2. Sources nationales

10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915</i>)	927
21 avril 1928. – LOI sur les associations et les fondations sans but lucratif (<i>Mémorial A n° 23, 5 mai 1928</i>)	939
25 mars 1991. – LOI sur les groupements d'intérêt économique (<i>Mémorial A n° 20, 11 avril 1991</i>)	940
25 mars 1991. – LOI portant diverses mesures d'application du règlement C.E.E. n° 2137/85 du conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (G.E.I.E.) (<i>Mémorial A n° 20, 11 avril 1991</i>)	940
19 décembre 2002. – LOI concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales (<i>Mémorial A n° 149, 31 décembre 2002</i>)	940
13 juillet 2005. – LOI relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (S.E.P.C.A.V.) et d'association d'épargne-pension (A.S.S.E.P.) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 ^{er} de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 108, 26 juillet 2005</i>)	942
24 mai 2011. – LOI concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées (<i>Mémorial A n° 109, 27 mai 2011</i>)	942
23 septembre 2020. – LOI portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales (<i>Mémorial A n° 785, 23 septembre 2020</i>)	944

C. Droit bancaire et financier

1. Sources communautaires

19 mai 1998. – DIRECTIVE 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres (<i>JOL 166, 11 juin 1998</i>).	946
6 juin 2002. – DIRECTIVE 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les contrats de garantie financière (<i>J.O. L 168, 27 juin 2002</i>).	949
13 juillet 2009. – DIRECTIVE 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.) (<i>JOL 302, 17 novembre 2009</i>).	949
1 ^{er} juillet 2010. – DIRECTIVE 2010/43/UE de la Commission portant mesures d'exécution de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles, les conflits d'intérêts, la conduite des affaires, la gestion des risques et le contenu de l'accord entre le dépositaire et la société de gestion (<i>J.O. L 176, 10 juillet 2010</i>).	951
1 ^{er} juillet 2010. – DIRECTIVE 2010/44/UE de la Commission portant mesures d'exécution de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne certaines dispositions relatives aux fusions de fonds, aux structures maître-nourricier et à la procédure de notification (<i>J.O. L 176, 10 juillet 2010; Rect. J.O. L 179, 14 juillet 2010</i>).	951
8 juin 2011. – DIRECTIVE 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010 (<i>JOL 174, 1^{er} juillet 2011</i>).	952
25 novembre 2015. – RÈGLEMENT (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (U.E.) n° 648/2012 (<i>J.O. L 337, 23 décembre 2015</i>).	954
25 novembre 2015. – DIRECTIVE 2015/2366/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (U.E.) n° 1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE (<i>J.O. L 337, 23 décembre 2015; Rect. J.O. L 102, 23 avril 2018</i>).	955
14 juin 2017. – RÈGLEMENT (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE (<i>J.O. L 168, 30 juin 2017</i>).	956

2. Sources nationales

5 avril 1993. – LOI relative au secteur financier (<i>Mémorial A n° 27, 10 avril 1993</i>).	965
22 mars 2004. – LOI relative à la titrisation et portant modification de - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mémorial A n° 46, 29 mars 2004</i>).	971
15 juin 2004. – LOI relative à la Société d'investissement en capital à risque ("SICAR") et portant modification de - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune - la loi modifiée du 1 ^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (<i>Mémorial A n° 95, 22 juin 2004; Rect. Mémorial A n° 138, 30 juillet 2004</i>).	972
5 août 2005. – LOI sur les contrats de garantie financière (<i>Mémorial A n° 128, 16 août 2005</i>).	973
13 février 2007. – LOI relative aux fonds d'investissement spécialisés et portant - modification de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, - modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mémorial A n° 13, 13 février 2007</i>).	974
10 novembre 2009. – LOI relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et - portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE - portant modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale de Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances - portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique (<i>Mémorial A n° 215, 11 novembre 2009</i>).	976

17 décembre 2010. – LOI concernant les organismes de placement collectif et – portant transposition de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.) (refonte); – portant modification: – de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif; – de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés; – de l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 239, 24 décembre 2010</i>)	979
20 décembre 2010. – RÈGLEMENT CSSF N° 10-4 portant transposition de la directive 2010/43/UE de la Commission du 1 ^{er} juillet 2010 portant mesures d'exécution de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles, les conflits d'intérêts, la conduite des affaires, la gestion des risques et le contenu de l'accord entre le dépositaire et la société de gestion (<i>Mémorial A n° 239, 24 décembre 2010; Rect. Mémorial A n° 253, 14 décembre 2011</i>)	992
20 décembre 2010. – RÈGLEMENT CSSF N° 10-5 portant transposition de la directive 2010/44/UE de la Commission du 1 ^{er} juillet 2010 portant mesures d'exécution de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne certaines dispositions relatives aux fusions de fonds, aux structures maître-nourricier et à la procédure de notification. (<i>Mémorial A n° 239, 24 décembre 2010</i>)	992
6 avril 2013. – LOI relative aux titres dématérialisés et portant modification de: – loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; – la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; – la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; – la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur; – la loi modifiée du 1 ^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles; – la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif; – la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif; – la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés; – la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation (<i>Mémorial A n° 71, 15 avril 2013</i>)	993
12 juillet 2013. – LOI relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et – portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010; – portant modification: – de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif; – de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés; – de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR); – de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepav) et d'association d'épargne-pension (assep); – de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle; – de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; – de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; – de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; – de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; – de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises; – du Code de commerce; – de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; – de la loi modifiée du 1 ^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial; – de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934; – de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs; – de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mémorial A n° 119, 15 juillet 2013</i>)	994
23 juillet 2016. – LOI relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés et portant modification de: 1. la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune; 2. la loi modifiée du 1 ^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal; 3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 4. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 5. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés; et de 6. la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (<i>Mémorial A n° 140, 28 juillet 2016</i>)	1006
13 juin 2017. – LOI relative aux comptes de paiement et portant: 1. transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base; et 2. modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux (<i>Mémorial A n° 559, 14 juin 2017</i>)	1007

30 mai 2018. – LOI relative aux marchés d'instruments financiers et portant: 1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE; 2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire; 3. mise en œuvre du règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012; 4. modification de: a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière; d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de e) la loi du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et 5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37 (<i>Mémorial A n° 446, 31 mai 2018</i>).....	1009
16 juillet 2019. – LOI 1° relative aux prospectus pour valeurs mobilières; 2° portant mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE (<i>Mémorial A n° 513, 18 juillet 2019</i>)..	1012
19 décembre 2020. – LOI relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière (<i>Mémorial A n° 1072, 23 décembre 2020</i>).....	1013
D. Effets de commerce	
1. Sources internationales	
7 juin 1930. – CONVENTION de Genève destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre, approuvée par la loi du 8 janvier 1962 (<i>Mémorial A n° 2, 15 janvier 1962</i>).....	1015
19 mars 1931. – CONVENTION de Genève destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques, approuvée par la loi du 14 mars 1968 (<i>Mémorial A n° 18, 19 avril 1968</i>).....	1017
2. Sources nationales	
15 décembre 1962. – TEXTE COORDONNÉ concernant la lettre de change et le billet à ordre. (<i>Mémorial A n° 74, 31 décembre 1962</i>).....	1019
26 février 1987. – TEXTE COORDONNÉ de la loi sur les chèques, annexée à la Convention de Genève du 19 mars 1931 et approuvée par la loi du 14 mars 1968, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 4 juillet 1968 portant introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les chèques et sa mise en vigueur, et par la loi du 16 janvier 1987 portant modification de la loi sur les chèques (<i>Mémorial A n° 8, 26 février 1987</i>).....	1019
E. Procédures collectives	
1. Sources communautaires	
4 avril 2001. – DIRECTIVE 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit (<i>J.O. L 125, 5 mai 2001</i>).....	1021
15 mai 2014. – DIRECTIVE 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012 (<i>J.O. L 173, 12 juin 2014; Rect. J.O. L 195, 19 juin 2020</i>)....	1027
15 juillet 2014. – RÈGLEMENT (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 (<i>J.O. L 225, 30 juillet 2014</i>).....	1030
20 mai 2015. – RÈGLEMENT (UE) 2015/848 du Parlement européen et du Conseil relatif aux procédures d'insolvabilité (<i>J.O. L 141, 5 juin 2015; Rect. J.O. L 349, 21 décembre 2016</i>).....	1032
2. Sources nationales	
15 septembre 1807. – CODE de commerce	1061
5 avril 1993. – LOI relative au secteur financier (<i>Mémorial A n° 27, 10 avril 1993</i>).....	1061

10 novembre 2009. – LOI relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et - portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE - portant modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale de Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances - portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique (*Mémorial A n° 215, 11 novembre 2009*)..... 1076

7 décembre 2015. – LOI sur le secteur des assurances (*Mémorial A n° 229, 9 décembre 2015*)..... 1079

18 décembre 2015. – LOI relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, portant: 1. transposition de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012; 2. transposition de la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts; 3. modification: a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; b) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; c) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière portant: – transposition de la directive

2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière; – modification du Code de Commerce; – modification de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles; – modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; – modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières; – abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension; – abrogation de la loi du 1^{er} août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie; d) de la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition; et e) de la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées (*Mémorial A n° 246, 24 décembre 2015*) 1106

X. MODES ALTERNATIFS DE RÉOLUTION DES DIFFÉRENDS

A. Arbitrage

1. Sources internationales

24 septembre 1923. – PROTOCOLE relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à Genève, approuvé par la loi du 29 juillet 1930 (*Mémorial A n° 38, 9 août 1930*) 1126

26 septembre 1927. – CONVENTION de Genève concernant la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger, approuvée par la loi du 29 juillet 1930 (*Mémorial A n° 38, 9 août 1930*) 1127

10 juin 1958. – CONVENTION pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New York, approuvée par la loi du 20 mai 1983 (*Mémorial A n° 43, 21 juin 1983*)..... 1129

21 avril 1961. – CONVENTION européenne sur l'arbitrage commercial international et Annexe, faite à Genève, approuvée par la loi du 26 novembre 1981 (*Mémorial A n° 94, 19 décembre 1981*)..... 1133

17 décembre 1962. – ARRANGEMENT relatif à l'application de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, fait à Paris, approuvé par la loi du 26 novembre 1981 (*Mémorial A n° 94, 19 décembre 1981*)..... 1136

2. Sources nationales

3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (*Mémorial A n° 64, 17 août 1998*)..... 1138

B. Médiation

1. Sources communautaires

21 mai 2008. – DIRECTIVE 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 136, 24 mai 2008</i>)	1141
--	------

2. Sources nationales

3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>)	1143
8 avril 2011. – LOI portant introduction d'un Code de la consommation (<i>Mémorial A n° 69, 12 avril 2011</i>)	1146

XI. DROIT DES INVESTISSEMENTS

Sources internationales

25 juillet 1921. – CONVENTION instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, telle que révisée par le Protocole du 18 décembre 2002, approuvée par la loi du 27 mai 2004 (<i>Mémorial A n° 89, 17 juin 2004</i>)	1147
18 mars 1965. – CONVENTION pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, faite à Washington	1148
MODEL AGREEMENT of the Belgium-Luxembourg Economic Union on the reciprocal promotion and protection of investments	1152

XII. NATIONALITÉ

A. Sources internationales

28 septembre 1954. – CONVENTION relative au statut des apatrides et Annexes, approuvée par la loi du 13 janvier 1960 (<i>Mémorial A n° 7, 6 février 1960</i>)	1158
30 août 1961. – CONVENTION sur la réduction des cas d'apatridie, conclue à New York, approuvée par la loi du 8 mars 2017 (<i>Mémorial A n° 288, 17 mars 2017</i>)	1162
13 septembre 1973. – CONVENTION tendant à réduire le nombre des cas d'apatridie, signée à Berne, approuvée par la loi du 8 juin 1978 (<i>Mémorial A n° 33, 20 juin 1978</i>)	1165

B. Sources européennes

6 novembre 1997. – CONVENTION européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg, approuvée par la loi du 8 mars 2017 (<i>Mémorial A n° 288, 17 mars 2017</i>) ...	1168
19 mai 2006. – CONVENTION du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États Strasbourg, approuvée par la loi du 8 mars 2017 (<i>Mémorial A n° 288, 17 mars 2017</i>)	1173

C. Sources nationales

8 mars 2017. – LOI sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de: 1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise; 2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise (<i>Mémorial A n° 289, 17 mars 2017</i>)	1176
--	------